



Grand Conseil
Secrétariat général
Place du Château 6
1014 Lausanne

LISTE DES OBJETS ET DES COMMISSIONS NOMMEES

N° 3 – SEPTEMBRE 2010

(Année 2010 – 2011)

DEPARTEMENT DE LA FORMATION, DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE

1. (336) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire « Ecole 2010 : sauver l'école », et

Exposé des motifs et projet de loi sur l'enseignement obligatoire et

- Projet de décret ordonnant la convocation des électeurs aux fins de se prononcer sur
- l'initiative populaire « Ecole 2010 : sauver l'école » et sur
- la loi sur l'enseignement obligatoire (contre-projet du Conseil d'Etat), et

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les motions :

- Doris Cohen-Dumani et consorts concernant les horaires préscolaires et scolaires et l'accueil des écoliers
- Odile Jaeger Lanore pour une scolarisation obligatoire dès l'école enfantine
- Rémy Pache et consorts visant à la modification de la loi scolaire, art. 47
- Jean-Marie Surer et consorts au nom des groupes radical, libéral et UDC – Pour davantage de respect et de sérénité au sein de l'école publique, et

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :

- Fabienne Freymond-Cantone pour que l'Etat contribue à l'harmonisation des horaires scolaires (motion transformée en postulat)
- Francis Thévoz pour une généralisation de l'apprentissage de l'anglais
- Catherine Labouchère et consorts demandant un accès au « Bilinguisme pour tous »
- Marcel-David Yersin et consorts pour des degrés 7/8/9 de la scolarité obligatoire à deux voies de formation
- Fabienne Freymond-Cantone pour promouvoir la filière maths-sciences-techniques dans le canton de Vaud
- Christine Chevalley et consorts au nom des groupes radical, libéral et UDC – La transparence sur l'école actuelle et sur celle de demain : un préalable indispensable à toute réforme du système scolaire vaudois, et

Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil aux interpellations

- Pierre-Yves Rapaz relative à l'application du 1^{er} alinéa de l'article 5 de la loi scolaire du 12 juin 1984
- Nicolas Morel relative au contrôle des établissements d'enseignement privés, et

Réponse du Conseil d'Etat au Grand Conseil à la détermination suite au rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Paréaz visant à modifier la LS afin de permettre aux autorités scolaires de mieux prévenir, lutter et sanctionner les actes de violence qui peuvent se produire dans le milieu scolaire

Commission N° 10_400

Président : Marc-Olivier Buffat (RAD)

SOC : Jean-Michel Favez, Fabienne Freymond Cantone, Christiane Rithener, Claude Schwab,

RAD : Christine Chevalley, Martine Fiora-Guttmann,

UDC : Fabienne Despot, Claude-Eric Dufour, Philippe Jobin,

VER : Anne Baehler Bech, Olivier Mayor, Béatrice Métraux,

LIB : Catherine Labouchère, Rémy Pache,

AGT : Christiane Jaquet-Berger,

AdC : Jacques-André Haury.

Séances :

Vendredi 8 octobre 2010, de 8h00 à 12h00, Salle des Armoiries, Place du Château 6, à Lausanne

Judi 21 octobre 2010, de 7h30 à 11h00 et de 13h00 à 18h00, Salle des Armoiries, Place du Château 6, à Lausanne

Lundi 1^{er} novembre 2010, de 8h00 à 12h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne

Samedi 6 novembre 2010, de 8h30 à 17h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne

Judi 18 novembre 2010, de 8h00 à 17h00, Salle des Armoiries, Place du Château 6, à Lausanne

2. (10_POS_206) Postulat Michel Miéville et consorts intitulé rendre les parents négligents aussi responsables
3. (10_POS_210) Postulat Michel Miéville et consorts - Le passé violent des élèves doit être connu des autorités scolaires

Commission N° 10_401

Présidente : Verena Berseth Hadege (AGT),

SOC : Pascale Manzini,

RAD : Christa Calpini,

UDC : Michel Miéville,

VER : Valérie Cornaz-Rovelli,

LIB : Hans Rudolf Kappeler,

AdC : Jérôme Christen.

Séance : Vendredi 3 décembre 2010, de 9h00 à 12h00, Salle des Armoiries, Place du Château 6, à Lausanne

4. (330) Exposé des motifs et projet de loi sur la haute surveillance du Tribunal cantonal et projets de lois
- modifiant la loi sur le Grand Conseil
 - modifiant la loi d'organisation judiciaire et

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à la motion Anne Baehler Bech demandant une loi d'application de l'article 135 de la Constitution vaudoise

Commission N° 10_402

Président : Pierre Grandjean (RAD),

SOC : François Cherix, Anne-Marie Depoisier, Philippe Deriaz, Nicolas Mattenberger,

RAD : Jean-François Cachin, Philippe Grobéty,

UDC : François Brélaz, Laurent Chappuis,

VER : Anne Baehler Bech, Raphaël Mahaim,

LIB : Jacques Haldy,

AdC : Regis Courdesse.

Séance : Vendredi 19 novembre 2010, de 8h00 à 11h00, Salle de conférences, Château cantonal, à Lausanne

5. (338) Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative constitutionnelle Cesla Amarelle modifiant l'art. 144 Cst-VD (mode d'élection des conseils communaux)

Commission N° 10_403

Président : Jérôme Christen (AdC),

SOC : Catherine Aellen, Cesla Amarelle, Ginette Duvoisin,

RAD : Gloria Capt, Alain Monod,

UDC : Michaël Buffat, Laurent Chappuis, Pierre-Yves Rapaz,

VER : Yves Ferrari, Tinetta Maystre,

LIB : François Payot, Jean-Marie Surer.

Séance : Lundi 8 novembre 2010, de 8h00 à 10h00, Salle de conférences, Château cantonal, à Lausanne

6. (339) Exposé des motifs et projet de loi sur la juridiction en matière de bail

et modifiant

- la loi du 12 décembre 1979 sur l'organisation judiciaire (LOJV)
- la loi du 19 mai 2009 sur le Ministère public (LMPu)
- le code de droit privé judiciaire vaudois du 12 janvier 2010
- la loi d'application dans le canton de Vaud de la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité entre femmes et hommes (LVLEg)
- le code rural et foncier du 7 décembre 1987 (CRF)
- la loi du 19 mai 2009 d'introduction du code de procédure pénale suisse (LVCPP)
- la loi du 19 mai 2009 sur les contraventions (LContr) et

Projet de décret abrogeant la loi du 4 mai 1983 concernant l'élection des jurés fédéraux et

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Sandrine Bavaud : Justice et médiation deux processus complémentaires aussi au fondement de la médiation civile

Commission thématique des affaires judiciaires (+ Sandrine Bavaud)

Séance : Lundi 4 octobre 2010, de 14h00 à 17h00, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne

DEPARTEMENT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

7. (333) Exposé des motifs et projet de décret accordant la garantie de l'Etat de Vaud et la prise en charge du service de la dette pour l'emprunt de CHF 10 millions contracté par le Groupement hospitalier de l'Ouest lémanique (GHOL) pour financer les travaux d'extension et de réorganisation des urgences de l'Hôpital de Nyon
8. (334) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 2'330'000 pour financer en 2010 des investissements périodiques extraordinaires dans des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public pour l'assainissement des infrastructures et des installations techniques
9. (335) Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'investissement de CHF 3'400'000 pour financer en 2010 des investissements extraordinaires dans des hôpitaux privés reconnus d'intérêt public pour des travaux de modernisation et des entretiens immobiliers et techniques lourds

Commission thématique de la santé publique

Séance : Jeudi 30 septembre 2010, de 8h00 à 12h00, Salle Guisan, Bâtiment administratif de la Pontaise, à Lausanne

10. (10_MOT_112) Motion Frédéric Haenni et consorts demandant l'harmonisation de la loi vaudoise sur la fumée avec les pratiques des autres cantons romands permettant aux casinos les mêmes aménagements pragmatiques que ceux consentis dans les cantons de Fribourg, Jura, Genève, Valais ainsi que dans celui de Berne

Commission N° 10_404

Présidente : Stéphanie Apothéloz (SOC),
SOC : Stéphane Montangero, Nicolas Rochat,
RAD : Frédéric Haenni, Eric Sonnay,
UDC : Eric Bonjour, Pierre Guignard
VER : Catherine Roulet,
LIB : Jacqueline Rostan.

Séance : Vendredi 5 novembre 2010, de 8h30 à 10h30, Salle du Bicentenaire, Place du Château 6, à Lausanne

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE

11. (331) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur le plan de protection de Lavaux du 12 février 1979 (LLavaux) et la carte qui en fait partie intégrante et

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Vincent Chappuis demandant au Conseil d'Etat de procéder à une révision de cette loi

Commission N° 10_405

Président : Nicolas Rochat (SOC),
SOC : Edna Chevalley, Pierre Zwahlen,
RAD : Gloria Capt, Christine Chevalley, Daniel Mange,
UDC : Félix Glutz, Philippe Modoux,
VER : Alexis Bally, Suzanne Jungclaus Delarze, Raphaël Mahaim,
LIB : Jacques Haldy, Gil Reichen.

Séance : Mardi 26 octobre 2010, de 9h00 à 11h00, Salle de conférences n° 300 du DEC, Rue Caroline 11, à Lausanne

12. (332) Exposé des motifs et projet de décret ordonnant la convocation des électeurs pour se prononcer sur l'initiative populaire "Pour le droit à un salaire minimum"

Commission N° 10_406

Président : André Chatelain (VER),
SOC : Michèle Gay Vallotton, Denis-Olivier Maillefer, Michel Renaud,
RAD : François Debluë, Frédéric Haenni,
UDC : Bertrand Clot, Jacques Nicolet,
LIB : Guy-Philippe Bolay,
AGT : Jean-Michel Dolivo,
AdC : Regis Courdesse.

Séance : Lundi 22 novembre 2010, de 14h00 à 15h30, Salle de conférences n° 300 du DEC, Rue Caroline 11, à Lausanne

DEPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES

13. (337) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Philippe Randin et consorts sur la tradition vernaculaire de l'utilisation des tavillons

Commission N° 10_407

Président : Gabriel Poncet (UDC),
SOC : André Marendaz, Philippe Randin, Michel Renaud,
RAD : Daniel Mange, Eric Sonnay,
UDC : José Durussel,
VER : Claudine Dind, Vassilis Venizelos,
LIB : Dominique-Richard Bonny, Grégory Devaud.

Séance : Vendredi 10 décembre 2010, de 10h00 à 12h00, Salle de conférences P001, Rue des Deux-Marchés, à Lausanne

DEPARTEMENT DES FINANCES ET DES RELATIONS EXTERIEURES

14. (326) Rapport sur la politique des Ressources Humaines 2011-2015 et rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :

- Philippe Leuba visant à obtenir un rapport sur les rémunérations effectives moyennes des différentes fonctions existantes dans l'administration vaudoise, sur leur niveau en comparaison avec celles allouées dans les autres administrations cantonales et avec celles octroyées dans le secteur privé (04/POS/128)
- Mireille Aubert et consorts pour un congé adoption (07/POS/020)
- du groupe libéral demandant une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l'Etat (07/POS/033)
- Sandrine Bavaud et consorts pour une véritable politique du personnel (08/POS/101) et

Réponses du Conseil d'Etat Grand Conseil aux interpellations :

- Stéphanie Apothéloz : Quelles réponses aux revendications de la journée de l'égalité des salaires entre femmes et hommes (Equal Pay Day) du 10 mars 2009 ? (09/INT/204)
- Yves Rapaz : Quelle est la croissance et la charge des Equivalents Temps Plein «ETP» à l'Etat de Vaud, au cours de ces dernières années, en comparaison intercantonale ? (09/INT/305)

Commission N° 10_408

Président : Philippe Vuillemin (LIB),
SOC : Stéphanie Apothéloz, Mireille Aubert, François Cherix, Grégoire Junod,
RAD : Martine Fiora-Guttmann, Rémy Jaquier, Michel Mouquin,
UDC : Marc-André Bory, Jean-Luc Chollet, Pierre-Yves Rapaz,
VER : Sandrine Bavaud, Yves Ferrari, Marianne Savary,
LIB : Claudine Amstein,
AGT : Christiane Jaquet-Berger,
AdC : Mario-Charles Pertusio.

Séance : Lundi 13 décembre 2010, de 14h00 à 17h00, Salle de conférences du SCRIS, 2^{ème} étage, Rue de la Paix 6, à Lausanne

15. (10_MOT_113) Motion Grégoire Junod et consorts pour une loi sur les projets d'agglomération et la constitution d'un fonds cantonal d'investissement

Commission N° 10_409

- Président :** Bertrand Clot (UDC),
SOC : Nuria Gorrite, Grégoire Junod, Valérie Schwaar,
RAD : Pierre Grandjean, Michel Mouquin,
UDC : Claude-Eric Dufour,
VER : Béatrice Métraux, Vassilis Venizelos,
LIB : Albert Chapalay, Gil Reichen.

Séance : Lundi 20 décembre 2010, de 14h30 à 17h00, Salle de conférences du SCRIS, 2^{ème} étage, Rue de la Paix 6, à Lausanne

16. () Exposé des motifs et projets de budgets (EMPD N° 2) :

- des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat de Vaud pour l'année 2011
- d'investissement pour l'année 2011 et plan 2012-2014 et

Rapport partiel du Conseil d'Etat sur le Programme de législature 2007-2012 et l'actualisation de la planification financière et de l'endettement 2012-2015et

Exposés des motifs et projets de loi :

- modifiant la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI)
- modifiant la loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations (LMSD)
- modifiant la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LCom)
- modifiant la loi du 26 septembre 1989 sur les Retraites Populaires (LRP)
- modifiant la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative (LPA-VD) et

Exposés des motifs et projets de décret :

- fixant le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud pour l'exercice 2011,
- autorisant la conclusion d'emprunts en 2011 avec décaissement décalé en 2012 et visant à décaler les emprunts arrivant à échéance en 2013 sur les années 2014 à 2020
- fixant, pour l'exercice 2011, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE) et

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Albert Chapalay et consorts demandant au Conseil d'Etat de présenter au Grand Conseil, un calendrier des opérations législatives permettant à ce dernier d'examiner le projet de budget annuel au plus tard à partir du début du mois de novembre et

Réponse du Conseil d'Etat sur l'interpellation Michèle Gay Valotton et consorts sur l'application de l'art. 8 de la Loi sur les finances ou comment les comptes excédentaires de l'Etat permettent de financer des charges nouvelles

Commission des finances

Les dates mentionnées ci-dessus vous seront confirmées par convocation.



A la liste ci-dessus pourront aussi s'ajouter entre autres les objets suivants :

- Développements d'objets restant des périodes précédentes
- Demandes de grâce
- Rapports sur les pétitions
- Réponses du Conseil d'Etat aux interpellations

Lausanne, le 7 octobre 2010.

Secrétariat général du Grand Conseil

Copies :

- à M^{mes} et MM. les Conseillers d'Etat
- à M. le Chancelier d'Etat
- à M^{me} et MM. les Secrétaires généraux
- aux secrétariats des groupes politiques.